

Rapport du Burundi



CIVIL SOCIETY
PLATFORM
FOR PEACEBUILDING
AND STATEBUILDING



Equipe pays

Pays: Burundi

Point focal : Pascasie
Barampama, Réseau
Femmes et Paix (RFP)

Email:
rfpaix@yahoo.fr

Tél: +257 75 751 270

Partenaires: CORDAID,
CECI, International Alert,
11.11.11, OSCAR Project



Ensemble pour la paix

Contexte

Réseau Femmes et Paix (RFP) est l'Organisation Point Focal de CSPPS au Burundi, pays membre du G7+. Le RFP a été fondé en Mars 1999. Ses stratégies d'intervention sont la mise en œuvre des projets sur le terrain par des organisations et des groupes membres, faciliter le travail en commun de la Société Civile et des médias, en collaboration avec les gouvernements locaux et l'intégration des dimensions de genre dans les projets. RFP a la vision d'un Burundi pacifique, riche et prospère où les femmes jouissent pleinement de leurs droits civiques, politiques, économiques et sociaux. Sa mission est de contribuer à la participation des femmes dans la poursuite de la recherche de la paix et de consolidation de la paix, et de promouvoir le développement au Burundi. Ses objectifs sont de travailler pour la participation effective des femmes dans les initiatives de consolidation de la paix et de la réconciliation, de renforcer les capacités économiques des femmes, pour défendre le gouvernement sur l'intégration du genre dans les programmes de développement du pays, pour éliminer la violence fondée sur le genre. Les stratégies d'intervention de RFP sont la paix et la sécurité, la bonne gouvernance, les droits humains et la réduction de la pauvreté.

Evolution dans la Mise en Œuvre du New Deal

Concernant les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat, la situation au Burundi est assez préoccupante. Sur des problèmes de développement structurels vient se greffer une crise politique qui a des conséquences humanitaires, et sur la cohésion sociale et les droits de l'homme, avec en fond un contexte historique de conflit violent cyclique.

Le peuple burundais est en attente de la reprise du dialogue inter burundais sous les auspices de la région et de la communauté internationale avec une équipe de médiation. Le tout prochain round est annoncé du 9 au 12 juillet à Arusha, Tanzanie. Ce qui pourrait arrêter les violations graves des droits humains dénoncés par différents acteurs tels que le Haut-commissariat des Nations Unies. Les partenaires du Burundi, malgré que la plus part d'entre eux ont suspendu leurs appuis au gouvernement du Burundi, certains comme le PNUD, l'UE, la Banque mondiale évaluent l'ampleur de cette crise et annoncent quand même des appuis à caractère humanitaire; ainsi, plus de 260 000 burundais se sont exilés dans les pays voisins dont la majorité des enfants et des femmes, 27 000 nouveaux déplacés internes sont venus s'ajouter aux 118 000 personnes déjà présentes dans les anciens villages ruraux intégrés dans les provinces du Sud et 50 000 réfugiés congolais sont encore logés dans les camps de réfugiés.

Les déplacés internes sont beaucoup moins apparents car ils s'installent dans des communautés où ils se sentent en sécurité. Tandis que les services de défense et de sécurité ont largement été utilisés comme outil de répression en toute violation des droits reconnus aux individus tels que le droit à la vie, la protection contre l'arrestation et la détention arbitraires.

L'appareil judiciaire est accusé d'instrument au service du politique avec des procès inéquitables et injustes ceci explique la crise actuelle qui se greffe sur une situation déjà critique en termes de pauvreté, de santé, de nutrition et de sécurité alimentaire. Certains indicateurs de développement dans ces secteurs sont dégradés et ressemblent à ceux que l'on retrouverait dans une crise humanitaire ouverte. Le pays subit la pression démographique avec 310 Hab/km² en 2008 et 2,4% de croissance annuelle, une vitesse de déforestation moyenne de 64 km² par an.

Bien que des assassinats continuent à être signalés, les bruits des coups de feu se sont sensiblement réduits durant ce premier semestre de 2016, des appuis de nature humanitaire sont

annoncés par les partenaires. Il y a en place une politique de gratuité des soins de santé pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans et de frais d'éducation de base mais qui reste fortement dépendant des financements extérieurs.

Au niveau du pilier *FOCUS (PRIORITE)*, le pays dispose toujours d'une vision et d'un plan unique de développement et de consolidation de la paix toujours mais a suspendu le suivi participatif des progrès qui découlent de leur mise en œuvre depuis l'année passée. Une reprise du dialogue politique, stratégique et sectoriel est annoncée par le Gouvernement surtout avec un nouveau plan qui tiendra en compte les ODD.

En ce qui concerne le pilier *TRUST (CONFIANCE)*, le gouvernement et ses partenaires peinent à s'entendre ; l'aide est de moins en moins prévisible et le gouvernement durcit son système en exigeant que tous les comptes en monnaie étrangère des partenaires soient ouverts à la banque centrale.



Lien entre les Evaluations de la Fragilité et le Plan National de Développement (Compact)

Le pays n'a jamais diligenté des évaluations de sa fragilité mais le plan national de développement contient une partie de contexte sociopolitique qui devrait tout de même être réactualisée à chaque évaluation annuelle. Malheureusement, depuis 2015, aucune évaluation du plan de développement n'a pas été réalisée suite à un contexte défavorable.

Selon le Point Focal de CSPPS, l'élaboration du prochain plan étant imminente, il y a lieu d'espérer que des évaluations et des priorités nouvelles soient plus inclusives et participatives.

Domestication des ODD et leur mise en œuvre à travers les principes du New Deal

Au Burundi, les ODD sont davantage pris pour référence que les principes du New Deal. Le plan de domestication des ODD est prévu et quelques ODD sont de la plus haute importance pour les autorités notamment l'ODD 16. La Société Civile réunie dans l'Equipe-Pays du New Deal mène des contacts intéressants pour y participer.

La Jeunesse et le Genre dans la consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat

L'inclusion des jeunes et du genre est une réalité dans les plans de consolidation de la paix et le renforcement de l'Etat. Les programmes d'appui proposés par les partenaires du Burundi y consacrent des axes spécifiques. Mais malheureusement, en pratique, ce qui est visible c'est le chômage des jeunes ; les violations des droits fondamentaux des jeunes et des femmes (harcèlement judiciaire des enfants sous des accusations de falsifications de la photo du président dans les manuels scolaires, le trafic des enfants, des jeunes filles et des femmes vers les pays du moyen orient, dégradation de l'enseignement à tous les niveaux avec des abandons scolaires, des étudiants chassés, etc.

Engagement de la Société Civile

La Société Civile se tient prête pour participer à des processus de consolidation de la paix et de renforcement de l'Etat malgré les restrictions de l'exercice des libertés publiques ; une plateforme nationale mobilise plus de 60 organisations, plaide pour leur participation dans un processus de domestication des principes du New Deal et/ou des objectifs de développement durable adoptés l'année passée.

Certaines organisations contribuent même dans l'effort de dialogue inter burundais en vue d'une normalisation de la situation notamment avec des institutions résolument engagées pour la consolidation de la paix, le dialogue constructif et inclusif.



Coalition de la Société Civile

La Société Civile est constituée en une équipe pays de plus de 60 organisations qui planifie de se réunir une fois le trimestre au moins et qui complète cela par une communication permanente à l'aide des nouvelles technologies de l'information. Cela fonctionne sous la coordination d'une organisation point focal, le RFP, entourée par un comité de pilotage de 4 organisations qui se réunit

plus souvent. La composition de cette équipe pays transcende les clivages contextuels de la Société Civile et encourage une spécialisation pertinente par rapport aux principes du New deal des OSC.

Mécanisme d'Alerte Précoce

Les OSC font des investigations sur les violations des droits fondamentaux des individus qu'ils dénoncent publiquement ou informent directement les institutions concernées mais la réponse institutionnelle est rarement spontanée.

Défis auxquels font face la Société Civile

Les principaux défis sont liés à un environnement de moins en moins favorable face à des institutions qui versent de plus en plus dans l'arbitraire et qui acceptent difficilement des points de vue contraires ; l'usage de la force a suppléé le recours au dialogue.

L'autre défi est celui de s'adapter à ce nouveau contexte tout en gardant son indépendance vis-à-vis du pouvoir, des partis de l'opposition mais aussi des différents agendas des partenaires au développement

Pour relever ces défis la Société Civile doit :

- **Se structurer** en vue des actions concertées et coordonnées ; mettre à profit leurs avantages comparatifs et leur plus-value notamment en termes d'expertise, d'assise communautaire ; garder leur indépendance vis-à-vis du gouvernement, des partis politiques et des partenaires. La proactivité, la lecture désintéressée et objective de la situation leur permettra d'anticiper et de mieux être préparées en cas de processus inclusif de consolidation de la paix et de développement.
- **Assurer une coordination de l'Equipe-Pays** conséquente pour garder les acquis et poursuivre un plaidoyer ciblé notamment par la tenue de réunion trimestrielle de toute l'équipe.
- **Négocier un environnement plus favorable à la Société Civile** avec le Ministère de l'intérieur sur deux aspects : une périodicité de discussion avec le ministère gestionnaire institutionnel des OSC et discuter sur un nouveau projet de loi qui régira les associations sans but lucratif.
- **Diriger une dynamique de plaidoyer** à l'endroit des parlementaires à travers les différentes commissions parlementaires dans les deux chambres afin de s'assurer de leur soutien ; Participer à des processus nationaux de définition des priorités adaptées au contexte et de suivi et d'évaluation des progrès.



Comme le Gouvernement envisage d'inviter les pairs du g7+, il serait stratégique de profiter de cette ouverture pour arranger une visite des leaders du CSPPS global pour renforcer le message qui sera donné par le g7+.

Activités

Une fois par mois	Réunion du Comité de pilotage pour orientation et coordination
Une fois par trimestre	Réunion de l'Equipe-Pays composée d'environ 60 OSC pour valider les analyses situationnelles de pays
Ponctuelle	Des contacts de plaidoyer pour implication des OSC dans le plan de domestication des ODD et des principes du New deal

Ce rapport a été produit par le Secrétariat de la CSPPS en collaboration avec Madame Pascasie Barampama, Point Focal de la CSPPS au Burundi

Crédit Photos: Wilco van Dijen